



LA REVUE DE PRESSE

Juillet 2014 — D é c e m b r e 2014



De gauche à droite : André Reichart, Guy-Dominique Kennel, Fabienne Keller, Claude Kern, Jacques Bigot

SOMMAIRE

Les articles en lien avec la Newsletter

NATIONAL – SENAT

- **Réforme territoriale**
- **Elections sénatoriales**

BAS-RHIN - STRASBOURG

- **Hausse de la fiscalité**
- **Transparence en politique**
- **Le tram de Strasbourg**
- **Défendre le Parlement Européen à Strasbourg**

Autres articles

STRASBOURG

- **Présidentielles 2017**
- **Marius Boehler à l'honneur**
- **Vie paroissiale à Baldenheim**
- **Stationnement des vélos**
- **Lutter contre la maladie de Charcot : le Ice Bucket Challenge**

➤ Réforme territoriale, 30 octobre 2014 DNA

RÉFORME TERRITORIALE Le débat se poursuit au Sénat

L'Alsace sur tous les fronts

Les sénateurs centristes et UMP alsaciens ont continué de plaider pour une Alsace détachée de la Lorraine et de Champagne-Ardenne hier soir lors du très long débat général sur la réforme territoriale.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS

Comme un long, très long dimanche de fiançailles. Les consentements du mariage des régions ont duré jusqu'à plus d'une heure. La discussion générale, interrompue dans la nuit de mardi à mercredi, s'est poursuivie hier après-midi pour se poursuivre par le débat sur l'article premier du projet de loi, celui - très sensible - de la carte des régions.

L'Alsace a été omniprésente dans les échanges, en pointillé, par-delà les sensibilités politiques. Elle a notamment fait l'objet de joutes entre les partisans d'une Alsace seule et ceux de la méga-région Alsace - Lorraine - Champagne-Ardenne. Comme celle qui a opposé les sénateurs mosellans Jean-Louis Masson et Philippe Leroy (lire ci-dessous).

« Arrêtez avec le Conseil unique d'Alsace qui n'a pas été souhaité par les Alsaciens »

Sénateur non inscrit, le premier à souhaité que la région Alsace et la région Lorraine puissent rester seules après avoir fusionné leurs départements respectifs, au nom de « la souplesse » et de « la proximité ». Tandis que le second, sénateur UMP, considère que « l'Alsace ne doit être un tampon mais un pont entre l'Est de l'Europe et la France ». En défendant une grande région regroupant la Picardie, la Lorraine et Champagne-Ardenne, Antoine Lefèvre (UMP, Aisne) permet indirectement à l'Alsace de rester seule.

À l'opposé, François Grosdidier « refuse que l'Alsace puisse faire sa vie toute seule ». Au nom d'un « traitement égal des régions », le sénateur UMP de la Moselle ne voit pas pourquoi l'Alsace pourrait privilégier « l'approfondissement plutôt que l'élargissement ». La Strasbourgeoise Fabienne Keller a pris soin de se détacher de la carte pour appeler le Sénat à prendre des responsabilités dans un pays où « il est paradoxalement bien compliqué de simplifier les structures administratives ».



La sénatrice Catherine Troendlé (UMP) a défendu hier au Sénat le projet de collectivité territoriale unique alsacienne. PHOTOS DNA - FRANCK BUCHY

« Ne craignant pas les territoires », la sénatrice UMP a invité ses collègues à « prendre de la hauteur » pour approuver la carte du Sénat. « Elle prouvera notre indépendance et notre plus-value, et démontrera que nous pouvons avoir un autre regard que celui du gouvernement. Elle donne du sens à une carte qui donne du sens à notre action et notre engagement. »

Nouveau venu au Palais du Luxembourg, le socialiste Jacques Bigot a voulu faire entendre « une autre voix de l'Alsace, une Alsace qui croit dans sa région au sein de la République ». Le sénateur strasbourgeois a rappelé que le projet initial du gouvernement prévoyait la fusion de l'Alsace et de la Lorraine, un rapprochement soutenu par les présidents Philippe Richert (UMP, Alsace) et Jean-Pierre Masseret (PS, Lorraine).

« Si nous ne votons pas l'Alsace-Lorraine, l'Assemblée nationale imposera la grande région », a lancé Jacques Bigot à ses collègues de l'UMP, en précisant toutefois qu'il ne votera pas l'amendement du gouvernement qui vise à restaurer la méga-région. « L'Eurorégion, c'est l'Alsace-Lorraine. Arrêtez avec le Conseil unique d'Alsace qui n'a pas été souhaité par les Alsaciens. »

Plus tôt dans le débat, Jean-Marie Bockel a expliqué que « l'Alsace ne veut en aucun cas être dans le repli, mais bien dans une démarche ouverte et innovante, avec la ferme volonté de surmonter l'échec du référendum de 2013, qui avait suscité beaucoup d'espoir ». Claude Kern, sénateur UDI du Bas-Rhin, a insisté pour sa part sur la nécessité de s'appuyer sur les régions pour favoriser le développement économique de la France. « En voisins de

l'Allemagne, nous savons que la force de ce pays réside dans sa capacité réac-

tive d'exportation grâce à ses PME. Loin de vouloir reproduire le modèle allemand, je crois qu'il est utile de l'étudier et de s'en inspirer », a relevé l'Alsacien. « Nos territoires français sont riches de leurs diversités et présentent un immense potentiel. Appuyons-nous sur eux et faisons-leur confiance, donnons-leur les moyens de s'exprimer. » « Nous voulons penser la diversité dans l'unité française. » Catherine Troendlé (UMP) a rebondi sur les propos du président du groupe UMP, Bruno Retailleau, pour rappeler à ses collègues le projet de collectivité territoriale unique alsacienne qui « viendrait à supprimer un niveau de collectivité, à simplifier l'organisation administrative et politique et à faire des économies dans une région dont la taille, l'identité, mais aussi l'ouverture sur le monde le justifieraient pleinement ».

L'argument n'a pas convaincu son collègue lorrain, Gérard Longuet, qui a suggéré de renvoyer la question de la création d'un conseil unique d'Alsace à une étape ultérieure, celle de l'examen des compétences des futures collectivités qui doit débiter à la fin du mois de décembre. Un autre très long débat en perspective. ■

FRANCK BUCHY

A. GROSSKOST : « NE NOUS OSTRACISONS PAS »

Arlette Grosskost, députée UMP du Haut-Rhin, rappelle s'être exprimée lors d'une réunion houleuse qui avait rassemblé plusieurs parlementaires de droite, alsaciens, lorrains, champardennais. M^{me} Grosskost souhaite clarifier sa position. Elle « doute » de la « pertinence » d'une région Alsace seule, au regard de la taille de la région, « dans un monde de plus en plus globalisé et dans une économie européenne atone ». M^{me} Grosskost dit avoir été au début « sur une ligne Alsace-Lorraine, avec en préambule la constitution d'un conseil unique », tout en se posant des questions sur une grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne. Une position qui a étonné tous ceux qui ont vu M^{me} Grosskost bien présente au rassemblement « pour une Alsace unie » le 11 octobre à Strasbourg. La députée indique avoir été présente « par fierté d'être alsacienne et pour marquer ainsi [son] appartenance à une communauté en droit de s'exprimer ».

Arlette Grosskost dénonce toutefois « le comportement des élus qui agitent la cloche de la crispation identitaire, dans une période fragile et agitée où les provocations sont des plus dangereuses » : « Ne jouons pas avec le feu ! Nous sommes Alsaciens, fiers de l'être. Nous sommes partie intégrante d'une République que nous honorons. Ne nous ostracisons pas, portons l'avenir de nos populations, soyons responsables ! »

➤ Réforme territoriale, 9 octobre 2014 DNA

STRASBOURG CONFIRMÉE ? LES DOUTES DE FABIENNE KELLER

L'annonce par Roland Ries (*DNA* du 7 octobre) que Manuel Valls l'avait assuré que Strasbourg serait capitale régionale quelle que soit la taille de la région laisse dubitative la sénatrice (UMP) Fabienne Keller. « Dans le projet de loi, il y a deux chefs-lieux successifs : le provisoire est fixé par décret après avis de la commune et des conseils régionaux avant fusion, le définitif l'est par décret en conseil d'État après avis du nouveau conseil régional. Dans le texte issu de l'Assemblée, s'ajoute le fait que les lieux de réunion et l'emplacement de l'hôtel de région sont déterminés par le conseil régional ». « On voit mal le gouvernement aller contre l'avis du nouveau conseil régional pour choisir le siège d'une région », commente la sénatrice.

J.F.

➤ Réforme territoriale, 30 octobre 2014 L'Alsace

RÉFORME TERRITORIALE

L'Alsace dans l'incertitude

Les sénateurs alsaciens UMP et UDI se sont relayés, mardi soir et jusque tard hier soir, pour plaider devant leurs collègues en faveur d'une Alsace seule, détachée de la Lorraine et de Champagne-Ardenne. Le socialiste Jacques Bigot a exhorté le Sénat à voter l'amendement pour l'Alsace-Lorraine.

Y.B.

« Vous ne serez pas surpris que je vous parle de l'Alsace ! », a lancé la sénatrice UMP Fabienne Keller, lors de la reprise des débats au Sénat, hier soir, à 21 h 30. « Cela fait plusieurs années que nous travaillons à un projet de fusion », a-t-elle rappelé, en appelant le Sénat à voter la carte redessinée par la commission spéciale. « Il ne s'agit pas de se détourner de la République, pas plus que cette position n'est dirigée contre la Lorraine ou Champagne-Ardenne », a renchéri son collègue André Reichardt, 1^{er} vice-président du conseil régional. Ironique, René Danési, président des maires du Haut-Rhin, qui intervenait pour la première fois devant la Haute Assemblée, a observé que « si la grande Région Est peut conforter Strasbourg comme capitale européenne, elle le serait encore davantage, si elle était capitale de la France »...

Tampon ou pont ?

Tout au long de l'après-midi, l'Alsace était pourtant apparue bien isolée, bon nombre de ses voisins lorrains UMP, l'ancien ministre Gérard Longuet en tête, plaidant pour la grande Région Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne (Alca). L'élumossellan Philippe Leroy a mis en garde contre une Région Alsace seule, qui serait « un tampon avec l'Allemagne » – serait-ce le cas aujourd'hui ? – alors qu'elle serait « un pont », une fois amarrée au Grand Est. Lui aussi a assuré qu'« une grande Région protégerait même Strasbourg dans son rôle



Le débat s'est prolongé tard hier soir, au Palais du Luxembourg à Paris.

Photo François Guillot/AFP

de capitale européenne ». Ce dont le maire PS, Roland Ries, lui-même semblait douter. Il en a appelé, hier, au secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, pour renforcer le statut de sa ville. L'art d'allumer un contre-feu ?

Avant même la discussion de l'article 1^{er}, trois sénateurs alsaciens s'étaient exprimés, tous dans le même sens. Aucun n'a contesté la nécessité d'une réforme territoriale... Intervenant mardi soir, vers minuit, le sénateur UDI Jean-Marie Bockel a évoqué « la vaste mobilisation des Alsaciens » pour pousser les sénateurs à voter l'amendement prévoyant de laisser l'Alsace s'organiser dans son périmètre actuel. « Audelà, le dialogue avec les responsa-

bles du gouvernement et de la majorité à l'Assemblée nationale doit se poursuivre et s'amplifier, afin que les apports du Sénat ne soient pas dévoyés », a mis en garde l'ancien ministre, estimant qu'« il faut aller jusqu'au bout ».

L'Alsace-Lorraine jusqu'au bout

« Notre position n'est en aucun cas une position de rejet des Régions voisines », a certifié hier après-midi, l'autre sénateur UDI alsacien, Claude Kern. Le président des maires du Bas-Rhin a tenu à insister sur « l'identité forte de l'Alsace, un territoire qui présente une cohérence, à la fois historique, culturelle et économique ». Pour sa part, la sénatrice

UMP du Haut-Rhin, Catherine Troendlé, a rappelé, dans un discours très charpenté, que « les Alsaciens partent depuis plusieurs années un ambitieux projet » qui, en supprimant un niveau de collectivité, répondrait aux objectifs d'efficacité fixés par le gouvernement. Et de conclure : « L'Alsace a su relever tous les défis, surmonter tous les aléas de son histoire bien tourmentée. Son destin est à présent entre nos mains... »

Pour autant, une majorité de sénateurs allait-elle suivre leurs collègues UMP et UDI alsaciens ? Hier soir, le socialiste Jacques Bigot est monté au créneau pour défendre l'Alsace-Lorraine, applaudi par le président PS du conseil régional de

Lorraine, Jean-Pierre Masseret. « Cela ne nous empêchera pas de faire l'alliance entre les deux Départements. Ils pourront travailler avec la métropole et avec le pôle métropolitain que j'avais créé avec Jean-Marie Bockel », a-t-il soutenu, répétant que « l'Alsace-Lorraine est la seule manière d'échapper à la grande Région ».

Réunion d'urgence

Avant même le vote – qui devait intervenir tard hier soir – le président du conseil général du Haut-Rhin, Charles Buttner (UMP), a proposé « dans la perspective du vote de la nouvelle carte des Régions par l'Assemblée Nationale, en décembre prochain, une réunion d'urgence afin de poursuivre notre action, pour l'Alsace et contre sa disparition dans la méga-Région Alca ». Et d'en appeler à « l'union sacrée de tous les élus, ainsi qu'à la mobilisation de tous les Alsaciens, de manière simultanée, dans la proximité ».

« Il faut aller de l'avant. Les parlementaires de gauche doivent savoir que, soit nous aurons l'Alsace, soit l'Alca. Ils doivent prendre position, comme ils l'ont promis », affirme, pour sa part, le maire UMP de Mulhouse, Jean Rottner, à l'origine de la pétition pour l'Alsace seule. Selon lui, « le gouvernement ne mesure pas l'atteinte à l'âme alsacienne » qu'il ressent dans les contacts avec ses concitoyens. En revanche, il ne croit pas en la possibilité – suggérée par Guillaume Germain, animateur d'Alsace unie – d'un nouveau référendum. Pas question d'un remake de 2013.

Billet

Yolande Baldeweck

Dialogue

Les parlementaires UMP et UDI alsaciens vont-ils gagner la bataille du Sénat ? Emporteront-ils la conviction d'une majorité de leurs collègues, avec l'appui des écologistes, malgré des déflections – revendiquées par les Lorrains – jusque dans les rangs de l'UMP. La vision de la carte territoriale n'est pas la même, vue de Champagne-Ardenne et de Lorraine, que d'Alsace. Et l'impression – désagréable – a prévalu hier que notre région ne pèse pas grand-chose... On ignorait, tard hier soir, si l'amendement en faveur de l'Alsace seule serait accepté. Ce qui, pour autant, ne garantit pas son adoption par l'Assemblée nationale où la majorité socialiste aura le dernier mot. Et Manuel Valls, que d'aucuns pensaient réceptifs à un nouveau découpage, s'est prononcé mardi en faveur de la carte des 13 Régions, recalant aussi l'Alsace-Lorraine défendue par ses amis socialistes. Que vont faire nos élus de la majorité et de l'opposition entre les deux débats ? Se parler serait le minimum. Mais ils pourraient aussi envisager une stratégie commune. Pour peu qu'il soit encore temps.

➤ Elections sénatoriales, 10 juillet 2014 DNA

POLITIQUE Liste de Guy-Dominique Kennel aux sénatoriales (Bas-Rhin)

Pour la défense des territoires

En tenant hier à Sarre-Union sa première réunion de présentation, la liste de la Majorité alsacienne menée par Guy-Dominique Kennel voulait marquer sa volonté de « représenter l'ensemble des territoires du Bas-Rhin. »

IL S'AGISSAIT, face à une gauche jugée plus urbaine, d'affirmer la présence de la Majorité alsacienne tant à Strasbourg qu'en ruralité. « On a souhaité faire cette présentation à Sarre-Union, plutôt que sur Strasbourg, pour montrer que nous ne sommes pas une liste uniquement urbaine, mais qui concerne l'ensemble du territoire », indique Guy-Dominique Kennel. « Et notamment les territoires ruraux », insiste Marc Séné, maire de la commune hôte, président de l'intercommunalité et conseiller général.

UMP et indépendants

Il s'agissait aussi, face à la possibilité d'une liste centriste concurrente, de parler de rassemblement. Plus précisément



La liste pour les élections sénatoriales conduite par Guy-Dominique Kennel. De gauche à droite, au premier rang, André Reichardt, Fabienne Keller et Guy-Dominique Kennel, au second rang Esther Sittler, Jeanine Schmitt, Marc Séné et Frédéric Pfliegersdoerffer. PHOTO DNA

de « volonté d'union pour défendre au mieux l'intérêt de l'ensemble des collectivités », selon Guy-Dominique Kennel, évoquant ses colistiers actuellement membres de l'UMP – Fabienne Keller, André Reichardt, Esther Sittler, Marc Séné et aussi Guy-Dominique Kennel

lui-même (lire ci-dessous) – et les deux autres qui sont centristes indépendants.

La liste de la Majorité alsacienne aux sénatoriales du 28 septembre présente « toute la diversité en termes de communes et d'expérience », Guy-Dominique Kennel men-

tionnant, dans l'ordre de la liste, les sortants Fabienne Keller (Strasbourg et CUS), André Reichardt (vice-président du conseil régional) et Esther Sittler (maire de Herbsheim), ainsi que les nouveaux Frédéric Pfliegersdoerffer (maire de Marckolsheim), Jeanine Schmitt (maire de Niedermai) et Marc Séné.

Les candidats ont évoqué tour à tour les sujets de mécontentement des élus locaux, comme la réforme des rythmes scolaires, la baisse des dotations de l'État, l'« inflation des normes » ou la réforme de la carte des régions.

À un élu qui lui a demandé s'il conservera la présidence du conseil général s'il est élu sénateur, la tête de liste dit ne voir « aucune incompatibilité à cumuler les mandats de sénateur et de président du conseil général. Je n'abandonnerai pas le bateau et j'irai jusqu'au terme de mon mandat. » ■

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE UMP ?

Hier matin à Sarre-Union, questionné après la réunion de présentation de la liste qu'il mène aux sénatoriales, Guy-Dominique Kennel a d'abord identifié comme membres de l'UMP « les trois [sénateurs] sortants », auxquels il faut ajouter Marc Séné. Et lui-même ? Concernant sa propre étiquette, il a indiqué : « J'ai obtenu l'investiture de l'UMP, je suis apparenté à l'UMP depuis longtemps. Je suis souvent mentionné comme tel dans le journal, je n'ai jamais rectifié, mais je ne suis pas UMP. »

Contacté hier soir par téléphone, Guy-Dominique Kennel a indiqué au contraire être « toujours membre de l'UMP ». Il a toutefois précisé n'avoir pas encore payé sa cotisation cette année : « Le chèque partira un de ces jours. »

Pour le président du conseil général du Bas-Rhin, c'est la liste qu'il mène (aux sénatoriales) qui n'est pas nommément étiquetée : « C'est une liste 'majorité alsacienne' : droite, centre et indépendants », dit-il. Une façon de souligner que c'est une liste « d'ouverture », où figurent des centristes. « La droite en Alsace et dans le Bas-Rhin est plus large que l'UMP », appuie M. Kennel. Et peut-être aussi plus consensuelle ces temps-ci que l'UMP nationale. Pendant la réunion d'hier matin, la tête de liste avait ainsi dû affirmer, répondant à un élu qui évoquait le risque de vote extrême à cette élection : « Les membres de notre liste sont tous aux affaires depuis de nombreuses années, mais aucun d'entre nous ne traîne de casserole... »

E.V. ET D.T.

EMMANUEL VIAU

➤ Elections sénatoriales, 12 juillet 2014 L'Alsace

Guy-Dominique Kennel avec « une volonté d'union »

Mercredi, à Sarre-Union, la liste « Majorité alsacienne : droite, centre et indépendants » a été dévoilée par son chef de file, Guy-Dominique Kennel, par ailleurs président UMP du conseil général du Bas-Rhin.

C'est devant une quarantaine de maires des cantons de La Petite-Pierre, Drulingen et Sarre-Union que Guy-Dominique Kennel a dévoilé, hier, la liste qu'il conduira, dans le Bas-Rhin, aux élections sénatoriales de septembre. « Elle affichera officiellement l'étiquette "Majorité alsacienne : droite, centre et indépendants". Tous [les colistiers] ne sont pas encartés, mais en même temps, ils représentent une diversité politique », a déclaré le président (UMP) du conseil général du Bas-Rhin et tête de liste.

Municipales Dannemarie : retour aux urnes d'ici septembre

Les électeurs pourraient retourner aux urnes dès le mois de septembre à Dannemarie, dans le Sundgau. Un mois après l'annulation des élections municipales (L'Alsace des 11 et 15 juin), l'actuel maire, Paul Mumbach, a annoncé hier qu'il n'engagerait pas de recours devant le Conseil d'État, même si les motifs retenus par la justice restent « discutables » selon lui. En juin dernier, le tribunal administratif de Strasbourg avait annulé le scrutin de mars après le recours engagé par l'élu d'opposition Frédéric Hug, notamment en raison de tracts diffusés sur Facebook à la veille du second tour.

En mars dernier, Paul Mumbach avait été élu avec seulement 17 voix d'avance au second tour, après une invraisemblable égalité parfaite au premier tour (468 voix partout). « Les Dannemariens méritent mieux qu'une décision de justice. C'est à eux que l'on doit laisser la décision définitive », expliquait hier Paul Mumbach, qui a donc choisi de s'en remettre au verdict des urnes. Faute d'appel devant le Conseil d'État, le conseil municipal devrait être dissous d'ici la fin juillet. Dans les dix jours qui suivront, le préfet devra nommer une délégation spéciale composée de trois personnes chargées d'assurer l'intérim et de gérer les affaires courantes. Les services de l'État auront ensuite trois mois pour organiser de nouvelles élections, à laquelle de nouveaux candidats – voire une troisième liste – pourraient très bien se présenter. Les détails du calendrier électoral devraient être connus début août. De leur côté, Paul Mumbach et Frédéric Hug ont déjà fait savoir qu'ils repartiraient avec l'ensemble de leurs colistiers. La campagne électorale devrait donc repartir de plus belle cet été à Dannemarie...

Il a ensuite présenté ses six colistiers – dont trois connaissent déjà bien le Sénat –, en soulignant l'expérience et les « spécialités » de chacun. Comme par exemple « les finances », pour Fabienne Keller. La sénatrice sortante (UMP) figure en 2^e position sur la liste. Elle est suivie d'André Reichardt, également sénateur sortant (UMP). Le numéro 3 est premier vice-président du conseil régional d'Alsace et spécialisé dans les questions juridiques. Esther Sittler, sénatrice sortante (UMP) et maire de Herbsheim, dans le Ried, est en 4^e position.

« Une liste homogène de gens d'expérience »

A la 5^e place figure le maire de Marckolsheim, Frédéric Pfliegersdoerffer (apparenté divers droite). Celui qui est aussi président de la communauté de communes du Ried de Marckolsheim « est un des premiers à avoir fait des fusions entre des intercommunalités, et des fusions réussies, sur le grand sud » du département, a souligné Guy-Dominique Kennel. Lequel a ensuite présenté



De gauche à droite, au premier rang : André Reichardt, Fabienne Keller et Guy-Dominique Kennel ; au second rang, de gauche à droite : Esther Sittler, Jeanine Schmitt, Marc Séné et Frédéric Pfliegersdoerffer.

Photo L. D.

Jeanine Schmitt, maire de Niedernai (indépendante). « Engagée depuis longtemps » dans la vie municipale de Niedernai et au sein de la communauté de communes du Pays de Sainte-Odile, l'élu est en 6^e place. Elle a fait part de son expérience locale quant à l'application de la réforme des rythmes scolaires à la prochaine rentrée.

En 7^e place figure Marc Séné. Le maire (UMP) de Sarre-Union et conseiller général du canton de Sarre-Union « a accepté de figurer sur la liste », car « nous avons une équipe capable de représenter le Bas-

Rhin au Sénat, et qui comprend des sénateurs sortants ayant l'expérience », a-t-il indiqué.

« C'est une liste homogène, qui couvre l'ensemble des territoires du département et qui se fonde sur une volonté d'union », a noté en substance Guy-Dominique Kennel. Tout en pointant aussi qu'« au Sénat, nous ne serons pas là uniquement pour être opposés, mais pour être constructifs et faire des propositions ». Comme sur la réforme institutionnelle ou celle des rythmes scolaires.

Lucie Damiano

Décès Gérard Traband, ancien conseiller régional et adjoint au maire de Haguenau

Gérard Traband est décédé, hier, des suites d'une longue maladie, à l'âge de 66 ans. Adjoint au maire de Haguenau de 1989 à 2008, il fut également conseiller régional de 1997 à 2010. Très actif, cet historien et géographe présida, entre autres, l'Agence culturelle d'Alsace (2004-2010) ainsi que Mission Voix Alsace (2010-2014). Son successeur à la tête de cette dernière, Daniel Chapelle, a salué « un élu exemplaire d'altruisme et de droiture », mais « aussi et surtout un homme sincère, pénétré d'humanisme et de conviction, au service de son prochain ». Le président du conseil régional d'Alsace, Philippe Richert, a déploré, lui, la « perte cruelle de quelqu'un d'exceptionnel et de si gentil ».



Gérard Traband avait 66 ans.

Archives J.-M. Loos

➤ Elections sénatoriales, 21 septembre 2014 L'Alsace

Sénatoriales L'élection se jouera aussi au sein de la majorité alsacienne

Dimanche prochain, les grands électeurs alsaciens désigneront les neuf sénateurs de la région. Un combat droite-gauche, mais pas seulement.

C'est une élection discrète, sans affiches, qui ne concerne que 1 967 électeurs dans le Haut-Rhin et 2 727 électeurs dans le Bas-Rhin. Ils sont maires, conseillers municipaux, généraux et régionaux ou électeurs désignés par les groupes politiques dans les grandes villes. L'issue du scrutin est liée aux résultats des municipales qui a permis de renouveler le corps électoral. Tous vont participer, dimanche prochain, à l'élection des neuf sénateurs alsaciens qui seront élus pour six ans, au lieu de neuf, et même dix ans par le passé.

Test pour la gauche

Il y a beaucoup d'appelés – 36 candidats sur six listes dans le Haut-Rhin et 70 sur dix listes dans le Bas-Rhin – et peu d'élus. Le Haut-Rhin sera représenté à nouveau par quatre sénateurs, le Bas-Rhin par cinq, désignés à la proportionnelle à un tour et à la plus forte moyenne. Un scrutin qui favorise les listes à fort potentiel de voix. Pour obtenir un siège, il faut environ 450 voix dans le Haut-Rhin et 545 voix dans le Bas-Rhin. S'il y a moins de listes qu'en 2004, l'absence de frais de campagne importants contribue à la multiplication des candidatures de témoignages.



Les sénateurs du Haut-Rhin sortants sont à gauche, les sénateurs du Bas-Rhin à droite. Dans ce département, Francis Grignon et Roland Ries ne se représentent pas. Photomontage « L'Alsace »

Qu'en sera-t-il du vote ? Tout pronostic est délicat, car la plupart des grands électeurs n'ont pas d'étiquette. Et on a vu des retournements de situation par le passé. Chacun sait que la gauche – qui a laissé des plumes aux municipales, sauf à Strasbourg – n'est pas au mieux de sa forme. Elle est concurrencée par les écologistes qui testeront leur poids parmi les élus de proximité et tablent sur

les réseaux associatifs. Il y a dix ans, Jean-Marie Bockel, alors tête de la liste PS-Verts dans le Haut-Rhin, avait créé la surprise, en obtenant deux sièges, le sien et celui de Patricia Schillinger. Battue aux municipales, gênée par le discrédit qui frappe le gouvernement, mais proche du terrain, la socialiste pourrait au mieux sauver son siège. La question se pose avec moins d'acuité pour Jacques Bigot, maire d'Illkirch, ancien

président de la Communauté urbaine de Strasbourg, qui prend le relais de Roland Ries dans le Bas-Rhin. Même sans les voix de Strasbourg, à l'époque, ce dernier avait été bien élu.

Même si, dans le Haut-Rhin, la frontière entre les deux formations est loin d'être étanche, avec des colistiers de l'un et l'autre camp sur les deux listes. La sénatrice UMP Catherine Troendlé compte faire élire ses deux colistiers, le centriste René Danési, président de l'Association des maires, qui avait raté l'élection de peu il y a dix ans, et l'autre sénatrice UMP sortante, Françoise

Boog, maire de Meyenheim. Dès lors, quel sera le score de Jean-Marie Bockel (UDI), président de l'agglomération mulhousienne, qui met en avant une adjointe colmarienne et le maire de Guebwiller ? Peut-il espérer, dans une configuration autre, retrouver deux sièges ? Seul ancien ministre en lice, il cultive toujours une ambition nationale.

Pronostic difficile

Dans le Bas-Rhin, le président UMP du conseil général, Guy-Dominique Kennel, compte sur sa liste trois sénateurs sortants, Fabienne Keller, André Reichardt, 1^{er} vice-président du conseil régional, et Esther Sittler, le 4^e ne se représentant pas. Fort de son expérience à la tête du Département, réitérera-t-il la performance de son prédécesseur, Philippe Richert, ou devra-t-il céder un siège à l'UDI Claude Kern ? Nouveau président des maires du Bas-Rhin, le centriste se présente comme l'alternative à la gauche. Mais on ne peut exclure que, tout en prenant des voix à la liste Kennel, Kern n'obtienne pas assez de voix pour se faire élire, permettant au PS d'obtenir un second siège.

Il sera intéressant aussi de suivre le résultat du Front national qui ne peut que progresser. Bénéficiera-t-il du ras-le-bol ambiant ? Mais aussi celui des régionalistes qui surfent sur la réforme territoriale. Il n'en existe pas moins un vote utile dans ce type de scrutin, avec en ligne de mire aussi la majorité au Sénat qui pourrait revenir à droite.

Textes : Yolande Baldeweck

3 UMP, 1 UDI, 1 PS : les centristes ont gagné leur pari dans le Bas-Rhin

Dans le Bas-Rhin, le président Guy-Dominique Kennel (UMP) obtient 3 sièges sur 5. Mais – par rapport à 2004 – il en cède 1 à l'UDI Claude Kern. Quant à Jacques Bigot (PS), il conserve celui de Roland Ries.

La tradition – qui date d'une trentaine d'années – est sauve dans le Bas-Rhin. A nouveau, le président du conseil général entre au Sénat. Comme avant lui, Philippe Richert et Daniel Hoefl. Sur le papier, Guy-Dominique Kennel obtient un nombre de voix équivalent au score de son prédécesseur il y a dix ans. Une performance, si l'on se souvient qu'à l'époque Strasbourg – qui représente un potentiel de 367 voix –

était dirigée par l'UMP Fabienne Keller. Pourtant André Reichardt, sénateur sortant et 1^{er} vice-président du conseil régional, aurait pu prétendre à conduire la liste UMP. En numéro 3, derrière Fabienne Keller, il a sauvé son siège. Et jusqu'à ces derniers jours, Kennel et ses colistiers envisageaient d'en retrouver 4 sur 5.

912 voix d'écart entre l'UMP et l'UDI

Pourtant, la donne avait changé avec l'entrée en lice de Claude Kern qui n'était « que » maire de Gries et président de la communauté de communes, avant d'acquiescer à la présidence de Bas-Rhin, avec l'appui de l'UMP. L'étiquette que l'UDI lui a offerte sur un plateau, et l'absence de divisions au centre ont fait le reste. Kern affiche, certes, un retard de 912 voix par rapport à l'UMP, mais il talonne de 35 voix la liste de l'ancien président de la Communauté urbaine, le socialiste Jacques Bigot. Jolie performance pour un nouveau venu sur la scène politique. À 55 ans, il ne peut cependant revendiquer le titre de benjamin... Fabienne Keller étant plus jeune que lui de 7 mois !

« Nous avons atteint notre objectif l'UDI a un sénateur », a-t-il relevé, rayonnant, entouré de ses amis qui pouvaient. « Mais de toute manière nous allons travailler ensemble », a-t-il ajouté. En écho, Guy-Dominique Kennel s'était fé-



Les cinq sénateurs bas-rhinois, André Reichardt (UMP), Guy-Dominique Kennel (UMP), Fabienne Keller (UMP), Claude Kern (UDI) et Jacques Bigot (PS) après la proclamation des résultats, hier, au Palais universitaire. Seuls Reichardt et Keller étaient sortants. Photo D. Gutekunst

licité d'« avoir obtenu 60 % des sièges et d'apporter 4 voix à la nouvelle majorité sénatoriale droite et centriste ». Mais cela s'est fait au détriment d'Esther Sittler, femme de terrain, sénatrice depuis 10 ans, restée à quai...

Pas d'état d'âme, en revanche à gauche. « Dans le contexte d'aujourd'hui, c'est un bon résultat que d'aucuns nous envient », avait jugé Roland Ries. Sous-entendu, certains pensaient que Jacques Bigot allait faire les frais de l'impopularité du gouvernement. Mais les grands électeurs ont un jugement plus modéré... « J'ai

sauvé le siège », s'est félicité l'ancien président de la Cus, qui n'a cependant pas réussi à faire élire Pernelle Richardot. « J'ai pu me faire connaître, en vue des régionales », glisse l'adjointe strasbourgeoise.

Et la réforme ?

D'ici là, la question de la stratégie avec les écologistes se pose. D'autant qu'Andrée Buchmann a « triplé le nombre de voix en dix ans ». « Nous avons bien fait de nous appuyer sur les territoires », ajoute-t-elle, satisfaite aussi de

« devancer la liste du Front national ». En mettant en avant Marine Le Pen, les frontistes ont plus que triplé leurs voix aussi. Même si Laurent Gnaedig déplore que « les grands électeurs ne représentent pas assez le vrai électoral... ». Enfin, 5 listes ont obtenu entre 25 et 4 voix, y compris les régionalistes.

Est-ce à dire qu'un certain discours revendicatif sur l'Alsace seule est rejeté par les élus ? Pour leur part, les sénateurs de la Majorité alsacienne se sentent mobilisés. « La priorité des priorités, c'est d'obtenir un changement de la réforme territoriale et l'abandon de la

ses vont commencer. Les 7 de la majorité ont juré de remettre sur le tapis la réforme sénatoriale. Vont-ils arriver à pousser le conseil unique ? Que va choisir le gouvernement ? Vaste question...

Y.B.

Résultats 67
Inscrits 2 727; votants : 2 686
Exprimés : 2 634

Liste Majorité alsacienne (UMP)
1 347 voix (51,04 %)
Proximités et Territoires (PS)
469 voix (17,77 %)
La voix de l'Alsace (UDI) 455 voix (15,48 %)
Alsace Écologie : 163 voix (6,18 %)
Liste Bleu Marine (FN)
146 voix (5,53 %)
Alsace, une passion commune (région.) 25 voix (0,95 %)
Parti fédéraliste européen 20 voix (0,76 %)
Liste communiste 15 voix (0,57 %)
IDEE : 15 voix (0,57 %)
Force démocrate et républicaine (EXD)
4 voix (0,15 %)

BAS-RHIN - STRASBOURG

➤ Hausse de la fiscalité, 13 décembre 2014 DNA

LA VILLE EN DÉBAT Groupe municipal « Strasbourg à vos côtés » (UMP, MoDem & société civile)

2015, un grand cru fiscal

Une augmentation de la fiscalité de 3 % l'an prochain, une explosion de la dette et une baisse des investissements : dans une tribune, les élus du groupe municipal « Strasbourg à vos côtés » (*) critiquent les choix budgétaires de l'exécutif.

« Si le mois de décembre est bien souvent celui des cadeaux, une chose est sûre, ce ne sera pas le mois des cadeaux fiscaux. Car à Strasbourg, le maire propose dans sa hotte une augmentation des impôts dont il n'avait pas parlé pendant la campagne municipale. Un oubli, sans doute.

« Tout sauf une surprise ! »

C'est bien entendu l'État qui est désigné comme le responsable de la mauvaise santé budgétaire de la Ville de Strasbourg. On en oublierait presque que Roland Ries était lui-même sénateur et que les baisses de dotations qu'il condamne à Strasbourg, il les a fait voter à Paris. Assurément, la baisse des dotations est tout sauf une sur-

prise car cela fait plusieurs années que l'État ne cesse de diminuer les sommes allouées aux collectivités locales. Certaines collectivités ont anticipé les choses quand d'autres, comme Strasbourg, ont refusé de voir les réalités de ces inévitables contraintes budgétaires et ont dépensé sans compter.

« Une année fiscale par excellence »

Aujourd'hui, pour pallier six années de laxisme, de dépenses de communication, de cabinet et de frais d'études inutiles, la Ville doit augmenter les impôts. En 2015, ce sont près de 15 millions d'euros qui seront directement prélevés auprès des habitants. D'abord par le biais de l'augmentation de 3 % des impôts locaux pour un montant de 10,5 millions d'euros, puis par la création d'une nouvelle taxe sur l'électricité pour près de 3,5 millions d'euros et enfin une augmentation des tarifs de stationnement pour 1 million d'euros.



Fabienne Keller. PHOTO ARCHIVES DNA-CÉDRIC JOUBERT

Une explosion de la dette

Et ce n'est pas fini. Non seulement les impôts vont augmenter, mais la municipalité va également endetter la Ville à hauteur de 50 millions d'euros supplémentaires. La dette par habitant, celle que nous allons tous un jour rembourser passe donc de 458 € en 2008 à 899 € d'ici 2015. Cumulée avec celle



Eric Senat. PHOTO ARCHIVES DNA-JC. DORN

de la CUS, ce sont plus de 700 millions d'euros de dettes que supporteront demain les Strasbourgeois.

« Le grand renoncement »

Avec de telles hausses d'impôts et de nouveaux emprunts, on pourrait donc s'attendre à ce que la Ville mette en œuvre de nouveaux projets nova-

teurs, des investissements structurants... Or c'est tout le contraire qui se produit ! Dans cette première année de son nouveau mandat, l'équipe PS-Verts annonce le report ou l'abandon des projets mis en avant lors de la campagne municipale. À titre d'exemples, personne ne sait si le nouveau Parc des expositions ou encore l'extension du tram vers Koenigshtoffen verra le jour. Chacun peut craindre que ces 6 prochaines années soient celles du renoncement et de l'affaiblissement de Strasbourg, capitale européenne.

« Triple peine »

Les élus du groupe municipal Strasbourg à vos côtés (UMP, MoDem et société civile) souhaitent s'inscrire contre cette politique qui constitue une triple peine : plus d'impôts, davantage de dettes et moins de projets.

Les contraintes budgétaires imposent aujourd'hui des priorités et des choix qui doivent être débattus. Certains de ces choix seront douloureux mais nécessaires pour l'avenir. C'est sur ces décisions que nous pourrions bâtir de nouveaux projets et rassembler toutes les bonnes volontés pour agir en faveur du dynamisme et de l'attractivité de Strasbourg. »

« (*) Le groupe municipal « Strasbourg à vos côtés » (UMP, MoDem & société civile) est présidé par Fabienne Keller. Il est composé de Bormia Tarall, Pascal Mangin, Thierry Roos, Catherine Zuber, Jean-Emmanuel Robert, Laurence Vatton, Jean-Philippe Vetter, Martine Calderoli, Eric Senat, Thomas Rémond, Elsa Schalck et Jean-Philippe Maurer.

Le conseil municipal de Strasbourg examinera le budget primitif 2015 ce lundi 15 décembre à partir de 9 h 30. Au centre administratif, parc de l'Étoile.

➤ Transparence en politique, 15 octobre 2014 DNA

NOMINATION D'UN DÉONTOLOGUE

Keller veut un grand oral

Le processus de désignation d'un déontologue (une fonction prévue dans la charte de déontologie annexée au règlement intérieur du conseil) est en cours, selon Chantal Cutajar, l'adjointe en charge des marchés publics. L'élue refuse pour l'instant de répondre aux questions sur l'identité de la personne pressentie. « Je veux d'abord la rencontrer, ajoute le maire. Ensuite, je la présenterai aux présidents des groupes politiques ». Lundi soir en conseil municipal, Fabienne Keller a indiqué qu'elle souhaitait que cette personne se prête à l'exercice d'une audition par les groupes politiques, une sorte de grand oral avec questions et réponses comme pour les membres de la commission européenne par exemple. Le déontologue, annoncé comme indépendant et bénévole, sera chargé de conseiller et de répondre aux questions des élus mais aussi des citoyens en matière d'application de la charte de déontologie et notamment sur questions de conflit d'intérêts.

O.C.

De la transparence en politique

Le conseil municipal de Strasbourg étudie l'instauration d'une déclaration d'intérêts que produiraient tous les membres du conseil.

Après la charte de déontologie, annexée au règlement intérieur du conseil municipal, la nomination, en cours, d'un déontologue indépendant (lire ci-contre), et un séminaire sur les conflits d'intérêts, qui s'est tenu le mois dernier, le conseil municipal étudie l'hypothèse d'une déclaration d'intérêts qui serait présentée par tous les membres du conseil municipal, qu'ils soient dans l'exécutif ou pas.

Ce point figurait dans la charte de Transparency international signée par Roland Ries, et dans celle d'Anticor, signée par Fabienne Keller lors des dernières municipales. Et de fait, les deux candidats, alors tous les deux parlementaires (Roland Ries ne l'est plus depuis les dernières sénatoriales) avaient publié leurs déclarations d'intérêts (activités, participations et rémunérations), et de patrimoine. Les adjoints, en vertu de la loi du 13 octobre 2013 sur la transparence de la vie publique ont également fait une déclaration de patrimoine et une déclaration d'intérêts auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en début de mandat.

L'hypothèse d'une déclaration d'intérêts étendue à tous les élus a été abordée lors du séminaire de la fin septembre et la question est revenue sur le tapis lundi soir en conseil municipal, à la faveur de



Chantal Cutajar PHOTO DNA – CHRISTIAN LUTZ-SORG

l'intervention du conseiller municipal d'opposition Eric Senet. Celui-ci a proposé que les élus siégeant au conseil municipal « déclarent les associations dans lesquelles eux ou leurs conjoints ont des responsabilités. En effet, le conseil municipal alloue de l'argent public à certaines associations et pour éviter tout conflit d'intérêts, il est indispensable que nous puissions voter ces subventions en pleine connaissance de cause ».

Dégager une unanimité

Chantal Cutajar, l'adjointe au maire en charge des marchés publics a dit souscrire à l'analyse et a ajouté que non seulement les fonctions associatives pouvaient être source



Fabienne Keller. PHOTO DNA – JEAN-CHRISTOPHE DORN

de conflits d'intérêts, mais également les fonctions professionnelles, engagements financiers et autres participations des élus, de leurs conjoints, partenaires pacés ou encore concubins. « La question qui se pose à nous est celle du principe ou pas et des modalités de la soumission de tous les élus à la même déclaration d'intérêts que celle qui est prévue pour les membres de l'exécutif, a-t-elle déclaré. Mais en l'absence de dispositif législatif, la mise en œuvre de cet engagement nécessite un accord unanime des conseillers et si une telle unanimité était acquise, les modalités devraient alors faire l'objet d'un travail qui devra être conduit sous l'égide du déontologue et qui asso-

ciera l'ensemble des présidents de groupes ».

La démarche est partagée au minimum par les groupes UMP, Modem Société civile d'une part et les Verts d'autre part puisque Fabienne Keller et Jeanne Barseghian ont dit leur soutien à la démarche, la première estimant même que l'unanimité ne devait pas être une condition sine qua non.

Selon le premier adjoint Alain Fontanel, un groupe de travail va être mis en place avec les présidents de groupe pour tenter de dégager la fameuse unanimité recherchée. Il s'agira ensuite de définir, entre autres détails, le caractère public ou pas des déclarations. ■

OLIVIER CLAUDON

LES ENGAGEMENTS DE ROLAND RIES

Voici les cinq points de la charte de Transparency international signée par Roland Ries pendant la campagne électorale :

1. Transparence du patrimoine des élu (e) s.
2. Fin au cumul des mandats dès mars 2014.
3. Prévenir les conflits d'intérêts dans l'attribution des marchés publics et subventions.
4. Collégialité des décisions d'urbanisme.
5. Formation des élu (e) s à la déontologie.

Keller : « Qui va trinquer ? »

« **VOUS BRANDISSEZ DES CLASSEMENTS** pour dire que tout va bien à la Ville et à la CUS. L'absence de prévoyance de la part de la majorité a fait passer les finances de la Ville dans le rouge vif », a dénoncé hier **Fabienne Keller**, l'ancienne candidate (UMP) à la mairie de Strasbourg qui regrette que la municipalité ait « refusé de respecter la tradition de la collectivité. » À savoir « la transparence ». « La baisse des dotations a déjà été évoquée dans les orientations budgétaires de l'an dernier, et pourtant vous avez refusé de les présenter dans la transparence », a-t-elle insisté. Fabienne Keller a qualifié cet exercice budgétaire de « mensonge d'État organisé et savamment entretenu. » « On découvre une non-sincérité des comptes, après une année à l'aveugle, a-t-elle répété. Vous n'avez rien fait, Monsieur le maire, contre des dépenses que vous avez laissé dérapier. Et votre premier adjoint n'a en rien



Fabienne Keller. PHOTO DNA – CHRISTIAN LUTZ-SORG

anticipé cette situation. » Et d'interroger : « Qui va payer ? Qui va trinquer ? »

L'élue dénonce « une gestion non maîtrisée et dispendieuse » qui s'est traduite par une augmentation de la fiscalité, au cours des dernières années. Que ce soit au niveau « des taux de base ou de la suppression des abattements ». Mais aussi par « une hausse des tarifs des transports ».

Roland Ries a répondu à ces critiques, balayant d'un revers de la main le terme de « mensonge d'État » qu'il qualifie de « contre-vérité évidente ». Regrettant au passage que son opposant se prête « en permanence à des attaques contre (s) a personne. »

Et de conclure : « Pourquoi les Strasbourgeois m'ont-ils reconduit, puisque je n'ai rien fait pendant six ans... ? »



Roland Ries. PHOTO DNA – MICHEL FRISON

D.D.

Tram : 20 ans et maintenant ?

Dans une tribune adressée aux DNA, Fabienne Keller (*) reproche à l'exécutif le choix du tracé retenu pour la prolongation de la ligne D vers Kehl. Elle suggère des aménagements pour maintenir la fluidité du réseau.

PAR FABIENNE KELLER

« Depuis quelques jours à Strasbourg, nous voyons fleurir sur les panneaux publicitaires et dans les centres commerciaux des affiches et expositions consacrées à l'anniversaire des 20 ans du tram. Vingt années durant lesquelles 6 lignes ont progressivement vu le jour, totalisant aujourd'hui 67 stations et 56 kilomètres d'un réseau bâti en grande partie entre 2001 et 2008. Vingt années durant lesquelles les services proposés sont venus répondre à une demande sans cesse grandissante. Vingt années durant lesquelles le succès du tram auprès des Strasbourgeois et des visiteurs ne s'est jamais démenti.

La fin de l'extension du réseau...

Les discours tenus par le maire de Strasbourg et le président de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) nous apprennent la fin de l'extension



Pour Fabienne Keller, une réflexion concernant l'avenir du tram s'impose. PHOTO ARCHIVES DNA - CHRISTIAN LUTZ-SORG

du réseau de tram dans un avenir proche. La raison en serait principalement financière puisqu'aucune nouvelle portion ne serait rentable. Comment justifier alors le tracé retenu pour la prolongation de la ligne D vers Kehl, alors même que celui-ci ne lui permettrait pas d'être économiquement viable avant 10 ans au minimum ? Le choix d'un autre tracé via le pont Vauban ou le pont d'Anvers aurait permis d'économiser près de 40 millions d'euros. À l'occasion de cet anniversaire,

il a aussi beaucoup été question du design des prochaines rames qui entreront en circulation d'ici quelques années. Le sondage réalisé sur Internet, sans mise à disposition d'autres moyens de consultation, ne doit pas occulter les autres enjeux du tram strasbourgeois. La consultation des Strasbourgeois au sujet du modèle de douze nouvelles rames ne saurait à elle seule faire figure de programme pour garantir l'avenir du tram. Ce ne sont en effet pas la communication ni

la publicité qui rendent l'utilisation du tram attractive mais bien la régularité, la fiabilité, la rapidité, la sécurité, le coût et le niveau de service proposés. Pour conserver et fidéliser les usagers actuels, et surtout attirer de nouveaux voyageurs, ces facteurs sont essentiels. Ils doivent donc être maintenus et améliorés.

« Des conditions de fonctionnement dégradées »

Suite à la collision survenue le 15 novembre dernier entre deux rames, plusieurs éléments ont été mis en lumière. Les causes d'arrêt des trams ou d'interruption de service sont principalement le fait d'obstacles ou d'accidents provoqués par d'autres usagers : manifestants, piétons, cyclistes et automobilistes. Vient ensuite les coupures dues à des défaillances techniques du réseau et des matériels. Il appartient au maire de Strasbourg et au président de la CTS de définir dès à présent une politique commune pour remédier aux conditions de

fonctionnement dégradées que l'ensemble des usagers constate et déplorent.

Cette réflexion doit être l'occasion de réinventer les relations entre la CTS et ses usagers. Ces derniers doivent être associés plus étroitement et consultés plus régulièrement sur leurs besoins et les décisions concernant le fonctionnement du réseau. Ils doivent également pouvoir donner leur avis sur les priorités d'extension, de création de lignes ou de correspondances.

Les nœuds à République et Homme de Fer qui répondaient bien à l'époque aux besoins des usagers sont aujourd'hui devenus des obstacles du fait de leur saturation. Les aménagements nécessaires au maintien de la fluidité doivent être réalisés et des solutions alternatives rapidement étudiées.

« L'un des tickets les plus chers de France »

La question du coût doit aussi être examinée. Après plusieurs augmentations décidées par l'actuelle municipalité, le tram

de Strasbourg est aujourd'hui l'un des plus chers de France : seuls les réseaux de Lyon et Paris ont un prix du ticket unitaire plus élevé. Le coût ne doit plus être considéré comme la variable d'ajustement de la rentabilité du réseau.

Enfin, la mise en sécurité des espaces partagés ainsi que la prévention des conflits et accidents avec les autres usagers doivent également s'inscrire dans cette réflexion afin de diminuer les arrêts inopinés et les risques de collision.

Ce sont autant de défis qu'il faut dès à présent relever. Bien loin de répondre pour l'instant à ces questions essentielles, nous appelons l'actuelle majorité à s'atteler très sérieusement à cette tâche afin que le tram de Strasbourg puisse continuer à fêter ses anniversaires successifs sous le signe de la satisfaction de ses voyageurs. » ■

► (*) Conseillère municipale et communautaire, sénatrice (UMP) du Bas-Rhin. Maire de Strasbourg de 2001 à 2008.

- Défendre le Parlement Européen à Strasbourg, 17 juillet 2014
L'Alsace

Strasbourg-Europe Organiser le lobbying contre les pro-Bruxelles

Le sénateur-maire, Roland Ries, a réuni, hier, la « task force » censée contrer les opposants au siège du Parlement européen à Strasbourg.

« Je suis plutôt optimiste », a lâché Roland Ries, sénateur-maire PS de Strasbourg, à l'issue de la rencontre de la task force qui réunit élus de la majorité et de l'opposition, de la Ville, du Département du Bas-Rhin et de la Région Alsace. Après les européennes, l'objectif est de fédérer à nouveau les amis de Strasbourg, ville siège du Parlement. Pour contrer les tenants d'un déménagement à Bruxelles... même s'il est impossible selon les traités actuels.

Triennal en octobre

Après avoir salué l'achat, par la Région, d'une villa à Bruxelles, permettant d'y établir la représentation de l'Alsace, Roland Ries s'est félicité « des appuis au plus haut niveau ». Ainsi le président socialiste du parlement, Martin Schulz, et le président conservateur de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sont d'ardents défenseurs de Strasbourg. Il a insisté également sur l'amélioration de l'accessibilité de



Élus de gauche et de droite autour de Roland Ries.

Photo Dominique Gutekunst

la ville qui sera renforcée avec l'achèvement de la deuxième phase du TGV Est en 2016. Mais cela ne suffit pas. Aussi la task force – avec un budget limité à 50 000 € – va-t-elle s'adjoindre les services d'« une agence de lobbying pour contrer le lobbying des détracteurs de Strasbourg ».

Une opération de relations publiques a été menée auprès des nouveaux parlementaires européens. « Il faut mobiliser les députés anciens et actuels, mais aussi les parlementaires nationaux et ceux qui

siègent au Conseil de l'Europe », a expliqué l'ancienne députée européenne, Catherine Trautmann, vice-présidente de la Cus. Elle s'est dite inquiète d'un rapport de la cour des comptes, s'interrogeant sur « l'économie réelle si on ferme Strasbourg... »

La sénatrice UMP et ancienne maire de Strasbourg, Fabienne Keller, a plaidé pour « un plan d'actions », demandant aussi l'organisation « de grands sommets et grandes rencontres qui placent Strasbourg à son rang de capitale ».

Pour Anne Sander (UMP), seule députée européenne alsacienne du Grand Est, « la task force doit aussi coordonner les différentes actions du monde associatif ». Elle a annoncé que le groupe Pflimlin serait relancé... Présent à la réunion, le préfet de Région a indiqué que les négociations sur le contrat triennal « Strasbourg, ville européenne », pourraient aboutir à une signature en octobre. Un signal fort de l'État... À condition que les finances suivent.

Yolande Baldeweck

➤ Défendre le Parlement Européen à Strasbourg, 17 juillet 2014 DNA

STRASBOURG Défense du siège du Parlement européen

« Agir fort, agir vite »

Le nouveau Parlement européen étant installé, les élus alsaciens défenseurs de Strasbourg accélèrent leur campagne.

LES TÊTES DE L'HYDRE DE LERNE ont été coupées, mais elles ne tarderont pas à repousser. Les élections européennes de mai dernier ont été assassines pour les anti-Strasbourg, qui y ont perdu leurs principaux leaders. Mais le camp des partisans d'un arrêt total de la « transhumance » mensuelle (c'est le plus poli des mots qu'ils utilisent) vers Strasbourg s'est déjà trouvé de nouveaux meneurs (DNA du 3 juillet). Et ceux-ci ne tarderont pas à rallier parmi les nouveaux eurodéputés (la moitié du Parlement fraîchement installé est composé d'élus débutants).

Avec le départ de Joseph Daul et la défaite de Catherine Trautmann, les pro-Strasbourg ont eux aussi laissé des plumes dans le changement de mandature. Mais la bataille menée à l'extérieur du Parlement, entre Alsaciens, continue. Lancée en octobre dernier, la « task force » qui



Trois maires de Strasbourg côte à côte, mais aussi d'autres élus alsaciens de tous bords, pour « agir ensemble » en faveur du siège du Parlement européen. PHOTO DNA – CHRISTIAN LUTZ-SÖRG

réunit sous la présidence du maire de Strasbourg eurodéputés, parlementaires, représentants de l'État (le préfet), de la Région et du département s'est réunie pour la troisième fois hier, avec l'intention d'« agir fort, agir vite », a résumé Catherine Trautmann.

Agir vite pour rassembler. « La

bataille doit se mener à l'intérieur », poursuit l'ancienne maire de Strasbourg et ancienne députée européenne, chargée d'animer l'action de la task force, et qui sait comment s'y prendre pour rencontrer délégations parlementaires, assistants et fonctionnaires du Parlement. L'objectif : « inverser le rapport de force » au sein de l'institution en faveur de Strasbourg.

La campagne alsacienne va aussi se professionnaliser. « Nous sommes en recherche d'une agence de lobbying pour contre le lobbying des anti-Strasbourg », a expliqué Roland Ries. La communication voulue sera positive, et « en aucun cas dirigée contre Bruxelles et Luxembourg », a ajouté Catherine Trautmann qui a souvent dénon-

cé les atteintes à l'image de Strasbourg véhiculée par le lobbying intense et très professionnel des partisans de Bruxelles.

« Notre état d'esprit est optimiste », a résumé Roland Ries, se réjouissant notamment du fait que deux des trois têtes de l'Union, Martin Schulz à la présidence du Parlement et Jean-Claude Juncker futur président de la Commission, soient « des amis de Strasbourg ».

De même, l'annonce la semaine dernière d'une future ligne directe Bruxelles-Strasbourg en TGV, avec deux allers-retours par jour, fait figure d'excellente nouvelle. « La task force prend sa vitesse de croisière », résumait hier Roland Ries. Et Catherine Trautmann la promet « rapide ». ■

ANNE-CAMILLE BECKELYNCK

SCHAFFHAUSER, OPPOSANT

Au même titre que les présidents de groupe d'opposition au conseil municipal Fabienne Keller et François Loos, Jean-Luc Schaffhauser était invité à la réunion d'hier. Et y a assisté. L' élu municipal, élu au Parlement européen sur une liste FN à Paris, tente de monter une deuxième task force pro-Strasbourg. « parce que rien de ce que propose l'« UMP » n'est suffisant ». Mais Jean-Luc Schaffhauser peine pour l'instant à rallier au sein du Parlement européen. En attendant, il compte jouer son « rôle d'opposition » au sein de la task force déjà constituée.

➤ Präsidentsielles 2017, 14 décembre 2014 DNA

INTERVIEW Präsidentsielle de 2017

Fabienne Keller choisit Juppé

La sénatrice (UMP) du Bas-Rhin, tout récemment promue parmi les 16 secrétaires nationaux de l'UMP, annonce son choix : pour la primaire, ce sera Alain Juppé.

Fabienne Keller, 2014 aura été pour vous une année contrastée : défaite au printemps aux municipales à Strasbourg, victoire aux sénatoriales en automne. Dans quel esprit préparez-vous 2015 ?

— Mars fut une belle campagne, avec beaucoup de rencontres, un projet construit. Un résultat très serré. Et, comme responsable de l'opposition, je continue de défendre Strasbourg. J'aurais préféré agir. En septembre, j'ai repris ma belle mission de sénatrice en lien avec les maires ; je suis convaincue que ces élus locaux et acteurs sociaux de terrain sont ceux qui redonneront confiance à la France.

— Un Sénat d'opposition, ce n'est pas facile à vivre ?

— Nous le voyons bien : l'exemple même du blocage total du gouvernement sur la réforme territoriale ! Il refuse de prendre en compte les propositions constructives du Sénat. Malgré des paroles apaisantes, c'est la carte socialiste qui a été imposée, ignorant la voix des territoires qu'est le Sénat. Le gouvernement veut faire de cette réforme un marqueur pour masquer son incapacité à décider, à donner de la confiance, sur l'emploi, sur l'écologie, par exemple.



Fabienne Keller : « Tout l'enjeu pour le mouvement est de construire avec les Français un vrai projet d'action. » PHOTO DNA - CHRISTIAN LUTZ-SORG

crétaire nationale à l'environnement et aux transports. Que signifie cet engagement ?

— J'ai fait le choix de l'UMP en 2002, vécue comme une grande confédération, un projet pour la France. J'y suis restée. Nathalie Kosciusko-Morizet m'a proposé

vrai projet d'action, en priorité pour l'emploi et la confiance, sans craindre la difficulté.

— Comment voyez-vous les prochaines primaires ? Ouvertes, fermées ?

— Trois ans, c'est bien pour préparer l'échéance majeure de 2017. La primaire peut être un grand temps de rencontre avec les Français. Je la souhaite ouverte, fédérant le centre et la droite, grand temps de rencontre et de débat adressée à tous ceux qui partagent nos valeurs.

— Vous même, vous avez déjà fait un choix ?

— Oui. J'ai fait le choix d'Alain Juppé. Il est le mieux à même d'assurer la mission de réforme qui est centrale pour la France aujourd'hui. Réformer l'État et le pays. Il ne fera qu'un mandat et ne sera pas dans la démarche de plaire ou déplaire, mais dans l'action. Il a l'expérience d'un hom-

me d'État moderne. Il a connu des moments difficiles qui l'ont amené à un travail sur lui-même. Il s'est ouvert aux questions d'écologie et je suis très impressionné par ce qu'il a réalisé à Bordeaux. Et c'est un homme qui sait rassembler.

— En Alsace et dans d'autres régions, le Front national sera un acteur clef des prochaines élections. Comment l'UMP doit-elle le traiter demain ?

— Le FN met en exergue des problèmes mais n'offre aucune solution. Notre démarche, tout à l'inverse, doit être de proposition et prendre en compte ce que vivent les Français. Bien sûr, je suis inquiète de ce qu'on appelle la « droitisation » et j'appelle à la plus grande ouverture, notamment sur l'interreligieux et sur l'Europe. ■

PROPOS SUSCITÉS
PAR JACQUES FORTIER

« Alain Juppé est le mieux à même d'assurer la mission de réforme qui est centrale pour la France d'aujourd'hui [...] Il a l'expérience de l'homme d'État moderne. »

Il l'a donc fait au détriment du projet alsacien, qui a été balayé alors que l'expérience d'une fusion Région-Départements aurait été tout à fait intéressante.

— L'UMP est en refonte, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Vous venez d'y être nommée se-

d'y participer aujourd'hui de cette façon : j'ai donc décidé de m'engager sur ces thématiques qui me sont chères.

Tout l'enjeu pour le mouvement, après deux années marquées par des rivalités, des postures, est de construire avec les Français un

2017 : la sénatrice Fabienne Keller choisit Alain Juppé

Email J'aime 1 Tweeter 13 in Share 8+1 0

2017 · JUPPÉ · KELLER · RAFFARIN · SARKOZY · UMP

AA⁻ AA⁺

F.V.

Le 15.12.2014 à 12:29



Fabienne Keller, sénatrice UMP du Bas-Rhin.
© AFP/PATRICK HERTZOG

2017 semble encore loin, mais déjà les uns et les autres se positionnent. La sénatrice UMP du Bas-Rhin, Fabienne Keller, annonce qu'elle soutient Alain Juppé en vue de la prochaine élection présidentielle. Affirmant dans un communiqué qu'« il ne fera qu'un seul mandat », la nouvelle secrétaire nationale de l'UMP à l'environnement et aux transports salue « un homme d'Etat » qui « sait rassembler et créer le consensus » « plutôt que de fausses ruptures », dans une allusion à peine voilée à Nicolas Sarkozy. « Centriste à l'UMP, la droitisation de notre mouvement m'inquiète. Je souhaite qu'Alain Juppé puisse promouvoir une droite républicaine qui suscite de l'espoir plutôt que d'attiser les peurs. Une Droite républicaine qui propose des solutions à la crise plutôt que de désigner des boucs émissaires », affirme Fabienne Keller.

Le 4 décembre, c'est l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, que Fabienne Keller avait soutenu lors de la primaire interne à l'UMP pour la présidence du Sénat, qui avait affirmé « partager la ligne politique d'Alain Juppé ». Il assure cependant ne pas avoir encore fait son choix entre ce dernier et Nicolas Sarkozy. Le sénateur de la Vienne a précisé dimanche au micro de « Tous politiques » de France Inter/Le Parisien qu'il se déciderait « au moment des primaires » prévues en 2016.

➤ Marius Boehler à l'honneur, 23 décembre 2014 DNA

STRASBOURG Réunion amicale de porte-drapeaux

Marius Boehler à l'honneur

Sympathique cérémonie l'autre samedi après-midi à la maison de retraite Sainte-Agnès à Neudorf au cours de laquelle a été fêté chaleureusement un ancien porte-drapeau âgé aujourd'hui de 99 ans : Marius Boehler.

UNE MANIFESTATION était organisée à l'initiative de la présidente de l'association des porte-drapeaux des associations patriotiques du Bas-Rhin, Denise Babilonne. En plus de la fille du jubilaire, Danièle Costagliola, du président de l'association des mutilés des yeux, Paul Graff, de proches et d'amis, ils étaient huit porte-drapeaux à entourer Marius qui

ne s'attendait pas à une réception aussi affectueuse. C'est que cet incorporé de force originaire de la Robertsau, rapatrié de Biélorussie en 1944 à la suite d'une blessure à l'œil a porté pendant 40 ans le drapeau lors de manifestations locales et nationales. C'est dire combien le sens des valeurs est ancré dans le cœur de Marius Boehler.

« C'est un personnage charmant », confiait Wolfgang, un de ses compagnons, membre du Souvenir Napoléonien Français. Denise Babilonne a salué en Marius Boehler un porte-drapeau « présent par tous les temps et un ami inoubliable et généreux ». La sénatrice du Bas-Rhin et con-



Marius Boehler chaleureusement fêté à la maison de retraite Sainte-Agnès. PHOTO DNA - MARC ROLLMANN

seillère municipale de Strasbourg Fabienne Keller a souligné « la fidélité, le courage et l'attachement aux valeurs humaines et de la Nation

d'un homme qui force l'admiration ». Très touché et très lucide à la fois, Marius Boehler a reçu fleurs et cadeaux avant de remercier

tous ceux qui ont organisé cette magnifique parenthèse de reconnaissance et d'amitié. ■

J-C.V

➤ Vie paroissiale à Baldenheim, 1^{er} juillet 2014 DNA

BALDENHEIM vie paroissiale

Un lieu de vie flambant neuf

C'était dimanche de liesse pour la paroisse protestante, qui a mis à profit sa traditionnelle fête d'été, pour procéder à l'inauguration officielle du nouveau foyer paroissial, aménagé au rez-de-chaussée du presbytère.

A L'ISSUE du culte dominical, Denise Gisselbrecht, présidente du conseil presbytéral, a accueilli la sénatrice Fabienne Keller, le député Antoine Herth, le maire Willy Schwander et le pasteur Carmen Dölling qui ont honoré de leur présence les festivités.

Le premier magistrat a retracé l'historique de la réalisation, un projet longuement réfléchi



Les personnalités ont inauguré le nouveau foyer paroissial.

PHOTO DNA

et représentant une dépense d'environ 250 000€ dont un

peu moins de la moitié à charge de la commune ; il a insisté

pour que le foyer devienne, comme le sous-entend son nom, "un lieu de convivialité et de chaleur".

Le pasteur, qui a pris le projet en cours de route, a, pour sa part mis en avant la collaboration harmonieuse entre la commune et la paroisse. Quant à la sénatrice, après avoir félicité tous les intervenants du dossier, elle n'a pas manqué de dire tout son plaisir d'être à Baldenheim où "j'ai revu mon ancien professeur de gymnastique et ancien maire du village Roger Bucher".

Tout au long de l'après-midi, les paroissiens ont défilé au presbytère et découvert avec beaucoup de satisfaction les nouveaux locaux. ■

➤ Stationnement des vélos, 3 novembre 2014 DNA

Strasbourg

Fabienne Keller, sénatrice UMP, opposée au stationnement payant dans les parkings pour les vélos

Mi octobre, lors d'un colloque sur les déplacements à vélo, la possibilité de rendre payant le stationnement des vélos dans les ouvrages Parcus à Strasbourg avait été évoquée. Fabienne Keller, sénatrice UMP et conseillère d'opposition n'en veut pas...



NOTER CET ARTICLE

★★★★☆

PARTAGER



TAGS ASSOCIÉS

Actualité A la Une

Édition de Strasbourg

Dans un courrier adressé le 31 octobre au président de la CUS Robert Herrmann (PS), Fabienne Keller réagit à l'étude qui est actuellement menée pour rendre éventuellement payant le stationnement des vélos dans les ouvrages Parcus à Strasbourg.

La gratuité, affirme l'ancienne maire, "a largement contribué au développement de l'usage du vélo". Elle considère dans son courrier que cette solution "est contraire au développement de l'usage du vélo. D'ailleurs aucun nouveau parc à vélo n'a été initié depuis 2008. De plus, si des Vel'hop non loués, comme à Austerlitz, n'encombraient pas une grande partie des emplacements, une optimisation de l'espace serait possible".

"Vous n'avez pas poursuivi la recherche, certes difficile, de nouveaux sites ni même cherché à aménager de nouveaux espaces", insiste encore Mme Keller qui demande des "réponses précises" sur la "stratégie et la planification choisies au sujet des parcs à vélos".

L'opportunité de rendre payant le stationnement des vélos dans les ouvrages Parcus est à l'étude, avait confirmé le 16 octobre Jean-Baptiste Gernet, conseiller municipal de Strasbourg et conseiller communautaire en charge des modes actifs. Rien n'est acté, et si cela devait arriver, il s'agirait d'une somme symbolique incluant des services tels que station de lavage ou de gonflage, avait encore précisé ce jour-là l'élu. (DNA du 17 octobre)

03/11/2014 à 19:41

Vu 5363 fois

Jusqu'à
-70%*

Vendredi 19 &
Samedi 20 juin
de 9 h à 18 h
* sur articles signalés

SELTZ
1 ROUTE D'EICHHOFFEN
MITTELBERGHEIM
Autoroute A35 sud - sortie 13
FABRICANT CRÉATEUR DE MEUBLES EN BOIS MASSIFS

LES VIDÉOS



Défense
[Vidéo] Un A400M baptisé "Ville de Colmar"



ANNONCES GRATUITES



PARTAGER



RÉAGIR



IMPRIMER

ABONNEZ
VOUS

Test pour la gauche

Il y a beaucoup d'appelés – 36 candidats sur six listes dans le Haut-Rhin et 70 sur dix listes dans le Bas-Rhin – et peu d'élus. Le Haut-Rhin sera représenté à nouveau par quatre sénateurs, le Bas-Rhin par cinq, désignés à la proportionnelle à un tour et à la plus forte moyenne. Un scrutin qui favorise les listes à fort potentiel de voix. Pour obtenir un siège, il faut environ 450 voix dans le Haut-Rhin et 545 voix dans le Bas-Rhin. S'il y a moins de listes qu'en 2004, l'absence de frais de campagne importants contribue à la multiplication des candidatures de témoignages.

Qu'en sera-t-il du vote ? Tout pronostic est délicat, car la plupart des grands électeurs n'ont pas d'étiquette. Et on a vu des retournements de situation par le passé. Chacun sait que la gauche – qui a laissé des plumes aux municipales, sauf à Strasbourg – n'est pas au mieux de sa forme. Elle est concurrencée par les écologistes qui testeront leur poids parmi les élus de proximité et tablent sur les réseaux associatifs. Il y a dix ans, Jean-Marie Bockel, alors tête de la liste PS-Verts dans le Haut-Rhin, avait créé la surprise, en obtenant deux sièges, le sien et celui de Patricia Schillinger. Battue aux municipales, gênée



par le discrédit qui frappe le gouvernement, mais proche du terrain, la socialiste pourrait au mieux sauver son siège. La question se pose avec moins d'acuité pour Jacques Bigot, maire d'Illkirch, ancien président de la Communauté urbaine de Strasbourg, qui prend le relais de Roland Ries dans le Bas-Rhin. Même sans les voix de Strasbourg, à l'époque, ce dernier avait été bien élu.

L'opposition – ou la majorité alsacienne – est, certes, plus rassemblée qu'en 2004. Mais la concurrence est d'autant plus vive entre les listes UMP – qui visent le grand chelem – et celles de l'UDI. Même si, dans le Haut-Rhin, la frontière entre les deux formations est loin d'être étanche, avec des colistiers de l'un et l'autre camp sur les deux listes. La sénatrice UMP Catherine Troendlé compte faire élire ses deux colistiers, le centriste René Danési, président de l'association des maires, qui avait raté l'élection de peu il y a dix ans, et l'autre sénatrice UMP sortante, Françoise Boog, maire de Meyenheim. Dès lors, quel sera le score de Jean-Marie Bockel (UDI), président de l'agglomération mulhousienne, qui met en avant une adjointe colmarienne et le maire de Guebwiller ? Peut-il espérer, dans une configuration autre, retrouver deux sièges ? Seul ancien ministre en lice, il cultive toujours une ambition nationale.

Pronostic difficile

Dans le Bas-Rhin, le président UMP du conseil général, Guy-Dominique Kennel, compte sur sa liste trois sénateurs sortants, Fabienne Keller, André Reichardt, 1er vice-président du conseil régional, et Esther Sittler, le 4e ne se représentant pas. Fort de son expérience à la tête du Département, réitérera-t-il la performance de son prédécesseur, Philippe Richert, ou devra-t-il céder un siège à l'UDI Claude Kern ? Nouveau président des maires du Bas-Rhin, le centriste se présente comme l'alternative à la gauche. Mais on ne peut exclure que, tout en prenant des voix à la liste Kennel, Kern n'obtienne pas assez de voix pour se faire élire, permettant au PS d'obtenir un second siège...

Il sera intéressant aussi de suivre le résultat du Front national qui ne peut que progresser. Bénéficiera-t-il du ras-le-bol ambiant ? Mais aussi celui des régionalistes qui surfent sur la réforme territoriale. Il n'en existe pas moins un vote utile dans ce type de scrutin, avec en ligne de mire aussi la majorité au Sénat qui pourrait revenir à droite.

- Lutter contre la maladie de Charcot : le Ice Bucket Challenge, 21 août 2014 L'Alsace

Insolite Fabienne Keller relève le défi du seau d'eau glacée

La sénatrice UMP Fabienne Keller a relevé hier le dernier défi à la mode chez les personnalités. L'Ice bucket challenge consiste à se verser un seau d'eau glacée sur la tête dans le but de récolter des fonds pour une association qui lutte contre la maladie de Charcot.

Fabienne Keller a posté hier soir sur son compte Facebook une vidéo la montrant relever le défi que lui avait lancé Mendel Samama, rabbin de Strasbourg en charge de la synagogue de la Meinau. On y voit l'ancienne maire de Strasbourg recevoir un seau d'eau froide sur la tête après avoir expliqué les raisons de son geste.

« L'ALS, plus connue en France sous le nom de maladie de Charcot, est une maladie neurologique qu'on ne sait aujourd'hui pas encore guérir. Pour soutenir les chercheurs et les malades, des associations ont besoin de votre soutien ! C'est pourquoi je relève le défi Ice bucket challenge », explique l'élue avant de nommer trois autres personnes qui poursuivront la chaîne de solidarité. Il s'agit d'Eric Senet, Marlyse Riegensthiel et Matt Pokora. Ces derniers, s'ils jouent le jeu, devront relever le défi dans les 24 h, ou alors reverser 100 € à l'association américaine ALS ou à l'association française Arsla.



Douche glacée pour l'élue alsacienne.

DR

■ **VOIR** La vidéo sur le compte Facebook de Fabienne Keller
(<https://www.facebook.com/photo.php?v=846218975388553&fref=nf>)

VITE DIT

INSOLITE

Fabienne Keller relève le défi «Ice Bucket Challenge» et se mouille pour l'association ALS



Capture d'écran Facebook. La sénatrice et ex-maire de Strasbourg a relevé le défi pour la bonne cause.

Fabienne Keller avait 24 heures pour se verser un seau de glaçons sur la tête, filmer cet « exploit » et le poster sur Facebook en défiant à son tour d'autres personnes au « Ice Bucket Challenge ». C'est le défi que lui avait lancé le rabbin de la Meinau Mendel Samamaer. Sinon, elle aurait dû verser un don à l'association américaine ALS, qui lutte contre la sclérose latérale amyotrophique (SLA), mieux connue sous le nom de maladie de Charcot. C'est le « Ice bucket challenge », défi légèrement idiot mais qui fait fureur sur les réseaux sociaux : ont déjà répondu Mark Zuckerberg, Bill Gates ou Lady Gaga. Et donc aujourd'hui, Fabienne Keller. « Pour soutenir les chercheurs et les malades, des associations ont besoin de votre soutien ! C'est pourquoi je relève le défi », explique-t-elle sur son profil Facebook. Avant de nommer trois personnes qui devront relever le défi dans les 24h ou bien reverser 100€ à l'association américaine ALS ou à l'association française ARSLA. « Mes nommés sont Eric Sennet, Marlyse Riegensthiel et Matt Pokora ! », a-t-elle annoncé.